



Une lettre trompeuse appelle à soutenir le traité sur les pandémies, alors que la Louisiane devient le premier État américain à rejeter la prise de pouvoir de l’OMS

Plus de 100 anciens dirigeants mondiaux et personnalités publiques ont exhorté les États membres de l'OMS à finaliser un nouvel "accord sur les pandémies" qui, selon les dirigeants, ne menace pas la souveraineté des nations, mais les critiques ont qualifié la lettre de trompeuse parce qu'elle n'aborde pas les amendements proposés au règlement sanitaire international.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2024

[The Defender](#) 28 mars 2024

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Plus de 100 anciens dirigeants mondiaux et personnalités publiques exhortent les États membres de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) à finaliser un nouvel [“accord sur les pandémies”](#) à temps pour la [77e Assemblée mondiale de la santé](#), qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 27 mai au 1er juin.

Dans une [lettre ouverte](#) datée du 20 mars, les dirigeants ont écrit :

“Un accord sur la pandémie est essentiel pour préserver notre avenir collectif. Seul un pacte mondial solide sur les pandémies peut protéger les générations futures d’une répétition de la crise [du Covid-19](#), qui a fait des millions de morts et causé une dévastation sociale et économique généralisée”.

Les détracteurs du projet d’accord sur la pandémie ont déclaré au [Défenseur](#) que la lettre est trompeuse car elle traite du projet d’accord, ou “traité sur la pandémie”, mais ne fait pas référence aux [amendements au Règlement sanitaire international \(2005\)](#) (RSI).

Les modifications du RSI, proposées en 2023, sont négociées en même temps que l’accord. Les détracteurs de la lettre ont déclaré qu’elle visait à détourner l’attention de ce qu’ils considèrent comme les [propositions les plus onéreuses](#) contenues dans les [amendements au RSI](#).

Le [Dr David Bell](#), médecin de santé publique, consultant en biotechnologie et ancien directeur des technologies de santé mondiale chez Intellectual Ventures Global Good Fund, a déclaré au Défenseur que la lettre était “tout à fait honteuse” et “trompeuse”.

M. Bell a déclaré :

“La [lettre](#) suit l’exemple du directeur général qui trompe le public en affirmant, à juste titre, que l’accord sur la pandémie ne comprend pas de dispositions qui transfèrent l’autorité des

pays à l'OMS, alors que ces dispositions figurent dans les amendements proposés au RSI qui accompagnent l'accord sur la pandémie.

“Les amendements proposés au RSI mentionnent spécifiquement la fermeture des frontières, la vaccination obligatoire et d'autres mesures aujourd'hui associées à l'[enfermement](#). Ils mentionnent expressément que des documents sont nécessaires pour franchir les frontières et citent les passeports numériques comme l'une des solutions possibles.

L'avocate néerlandaise Meike Terhorst a déclaré au Defender que la lettre ouverte “ne fait référence à l'accord sur la pandémie que pour semer la confusion”.

“Le véritable enjeu se trouve dans les amendements au RSI, car sur la base de ces amendements, le directeur général de l'OMS devrait obtenir des [pouvoirs législatifs et exécutifs](#) indépendants, alors que tout contrôle juridique est rendu impossible”, a déclaré Mme Terhorst. “Le secret qui entoure les projets laisse penser qu'il s'agit d'un coup d'État.

Les négociations sont-elles en difficulté ?

Certains critiques ont suggéré que la lettre ouverte pourrait être un signe que les négociations pour l'accord sur la pandémie sont en train d'échouer.

“Aucun des deux documents ne fait l'objet d'un consensus entre les États membres”, a déclaré Shabnam Palesa Mohamed, directrice exécutive de Children's Health Defense (CHD) Africa et fondatrice de [Transformative Health Justice](#). “À huit semaines de l'Assemblée mondiale de la santé, l'OMS craint manifestement que l'accord ne déraile.

[Le BMJ rapporte](#) que “peu de progrès” ont été réalisés sur le projet d'accord sur la pandémie, et que la renonciation à la propriété intellectuelle “reste un point d'achoppement pour les nations membres qui sont à couteaux tirés dans les discussions”.

“Les partisans de l'accord craignent que le projet final ne soit édulcoré lors des négociations et qu'une formulation plus faible n'aboutisse à recommander aux pays de prendre certaines mesures plutôt qu'à les y contraindre en vertu du droit international”, selon The BMJ.

D'autres ont fait état d'une [opposition mondiale](#) croissante [à l'accord proposé](#) et aux modifications du RSI. L'Iran, la Nouvelle-Zélande, la Slovaquie et les Pays-Bas ont récemment [rejeté les amendements au RSI](#) proposés en 2022, tandis qu'en Afrique du Sud, un “[projet de loi de retrait de l'OMS](#)” a été proposé.

Aux États-Unis, le [Sénat de Louisiane a voté à l'unanimité](#), le 26 mars, contre l'idée de permettre à l'OMS, aux Nations unies et au Forum économique mondial d'exercer une quelconque influence sur l'État de Louisiane.

“Le fait que tous les démocrates aient voté en sa faveur montre à quel point ce sentiment est populaire auprès de leurs électeurs”, a déclaré le président de la Commission européenne. Le [Dr Meryl Nass](#), interniste et fondatrice de l'association [Door to Freedom](#), “je pense que cela envoie un message aux politiciens du monde entier : favoriser l'OMS s'accompagnera d'un coût politique important”.

L'accord sur les pandémies ne menace pas la souveraineté, mais les amendements au RSI la menacent

Le journaliste indépendant [James Roguski](#) a déclaré à The Defender que la lettre des dirigeants mondiaux à l'OMS est "en grande partie correcte", car l'accord proposé sur la pandémie n'est pas une "attaque contre la souveraineté nationale".

Cependant, M. Roguski et le [Dr Kat Lindley](#), présidente du Global Health Project et directrice du [Global COVID Summit](#), ont souligné que les amendements au RSI constituent une menace pour la souveraineté des nations.

Selon Mme Lindley, les amendements au RSI feront de l'OMS "l'autorité mondiale en matière de santé dans l'éventualité de [nouvelles pandémies](#), dont ils pensent clairement qu'elles se produiront encore et encore" et pourraient ouvrir la voie à "de futurs mandats de vaccination et à l'imposition de [laissez-passer numériques pour la santé](#)".

The key point I am trying to make is that DG never discusses Amendments to IHR because they contradict his point on the WHO not attacking sovereignty. We are 2 months away from this disaster! <https://t.co/BwQOgWsyDY>

— Dr. Kat Lindley (@KLVeritas) [March 26, 2024](#)

"Si vous ne faites attention à rien d'autre, vous devez faire attention à l'article 18 des amendements du RSI", a déclaré Lindley.

Selon l'[article 18](#) des amendements proposés au RSI, "les recommandations émises par l'OMS à l'intention des États parties en ce qui concerne les personnes peuvent inclure les conseils suivants":

- Examiner la preuve de l'examen médical et de toute analyse de laboratoire.
- Exiger des examens médicaux.
- Examiner la preuve de la vaccination ou d'autres mesures prophylactiques.
- Exiger une vaccination ou une autre prophylaxie.
- Placer les personnes suspectes sous surveillance sanitaire.
- Mettre en œuvre des mesures de quarantaine ou d'autres mesures sanitaires pour les personnes suspectes.
- Mettre en œuvre l'isolement et le traitement, le cas échéant, des personnes affectées.
- Mettre en œuvre la recherche des contacts des personnes suspectes ou affectées.
- Refuser l'entrée aux suspects et aux personnes affectées.
- Refuser l'accès aux zones affectées aux personnes non affectées.
- Mettre en place des contrôles à la sortie et/ou des restrictions pour les personnes qui quittent les zones touchées.

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que les amendements proposés à l'annexe 6 "donnent à l'OMS le pouvoir d'être la seule autorité habilitée à déterminer quels "vaccins" ou autres mesures prophylactiques seraient jugés acceptables pour les voyages internationaux", a déclaré M. Roguski.

Le libellé des amendements “modifie clairement la relation entre l’OMS et les États membres”, a déclaré Mme Lindley. “L’article 1 transforme les recommandations non contraignantes en obligations légales contraignantes, ayant force de loi.

M. Roguski a déclaré que l’accord sur la pandémie “ne concerne pas la santé”, mais qu’il s’agit d’un “accord commercial conçu pour transférer les richesses des nations du “Nord global” aux oligarques du complexe industriel d’urgence des hôpitaux pharmaceutiques du “Sud global””.

Les élites soutiennent clairement l’accord sur la pandémie

La lettre du 20 mars adressée à l’OMS a été publiée par [Project Syndicate](#), un site web de commentaires [soutenu](#) par l’[Open Society Foundations de George Soros](#), la [Bill & Melinda Gates Foundation](#), la [MasterCard Foundation](#), la [Banque mondiale](#) et la [Google Digital News Initiative](#).

Beyond protecting countless lives, the timely delivery of a global pandemic accord would send a powerful message, write [@HelenClarkNZ](#), [@VairaVE](#), and [@GordonBrown](#). Even in our fractured world, global solutions to global problems are possible. [@WHO https://t.co/oPe6DnGtln](#)

— Project Syndicate (@ProSyn) [March 20, 2024](#)

Parmi les [105 signataires de](#) la lettre figurent les anciens premiers ministres britanniques Tony Blair et Gordon Brown, l’ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, 23 anciens présidents nationaux et 22 anciens premiers ministres.

“Les élites soutiennent clairement l’accord sur la pandémie et on peut se demander pourquoi”, a déclaré Mme Lindley. “Des enquêtes plus approfondies doivent être menées sur les liens financiers entre l’OMS, les partenariats public-privé et les contrats gouvernementaux.

Mme Nass a déclaré au Defender qu’il était remarquable que les signataires soient en grande partie d’anciens hommes politiques.

“La lettre a été signée principalement par un groupe de politiciens en fin de carrière dont les références mondialistes ont été exposées au grand jour depuis des années”, a déclaré Mme Nass. “J’ai été surprise que les auteurs de la lettre n’aient pas trouvé un groupe plus crédible.

M. Mohamed, directeur exécutif de [CHD Africa](#), a déclaré que la liste des signataires est la “preuve la plus évidente que le traité sert les intérêts socio-économiques et géopolitiques d’élitistes interconnectés qui bénéficieront de contrats lucratifs, de financements, de positions et d’engagements en tant que conférenciers”.

Bien que l’OMS affirme qu’il n’existe aucun projet de passeport vaccinal mondial, M. Blair a appelé à la mise en place d’une “[infrastructure numérique nationale](#)” dont les pays “[auront besoin avec ces nouveaux vaccins](#)”. Il a [déjà soutenu le Good Health Pass](#), une initiative de [passeport vaccinal](#) lancée par [ID2020](#).

Le secret entourant les amendements au RSI est “criminel”.

Des experts ont déclaré au Defender que l’OMS tentait de relier l’accord sur les pandémies à la menace de pandémies futures afin de consolider son soutien face aux retards du processus de négociation et à l’opposition mondiale croissante.

Il est intéressant de noter que, jusqu’à récemment, les “pandémies” étaient rares, mais que, selon l’OMS et MSM, nous sommes à quelques heures, jours ou mois d’une future “[Maladie X](#)” qui est supposément 20 fois plus mortelle, bien que nous ne sachions pas de quoi il s’agit”, a déclaré Mme Lindley.

Lors de la [réunion annuelle du Forum économique mondial](#) en janvier, le directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus a utilisé la menace d’une pandémie causée par la “maladie X” pour demander l’adoption de l’accord sur les pandémies.

“Il n’y a aucune raison logique pour qu’une maladie 20 fois plus virulente apparaisse de nulle part, à moins qu’elle ne provienne d’un laboratoire à gain de fonction que l’OMS propose de superviser dans la version de février 2024 de l’accord sur les pandémies”, a déclaré le Dr Nass, qui a participé à l’audition d’experts du Conseil mondial de la santé sur l’accord sur le “[Coup de force de l’OMS](#)” le 26 mars.

M. Roguski a indiqué que la neuvième réunion de l’[organe intergouvernemental de négociation](#), où se déroulent les [négociations de l’accord sur la pandémie](#), devrait s’achever le 28 mars. Mais les négociations ont été “[très conflictuelles](#)”, a-t-il déclaré. “Il est fort possible qu’ils doivent prévoir des réunions supplémentaires en avril.”

Selon M. Roguski, les négociations sur les modifications du RSI sont également retardées, mais elles se déroulent dans un plus grand secret que les modifications de l’accord sur la pandémie. Il a indiqué que le [groupe de travail sur le règlement sanitaire international](#) devait présenter un ensemble final d’amendements avant le 27 janvier, mais qu’il ne l’a pas fait et qu’il se réunira à nouveau du 22 au 26 avril.

“D’après la [fuite du texte de négociation](#), il semble qu’il ait été simplifié afin de garantir son adoption”, a déclaré M. Roguski. “Le secret qui entoure les amendements proposés au RSI est littéralement criminel.

Michael Nevradakis, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2024

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca